

Appel

Madame Buzyn, il faut donner plus de moyens pour notre santé partout et pour tous !

Les hôpitaux des Ardennes sont malades de leur manque de financement :

- la fusion des hôpitaux du Nord Ardennes, mise en application locale de la stratégie nationale de santé, se traduit par des fermetures de services sur Sedan, avec un transfert d'activité sur Manchester, sans personnel en proportion. Les témoignages des usagers de délais d'attente se multiplient !

- À l'hôpital psychiatrique de Béclair, les personnels qui tirent la sonnette d'alarme depuis 2 ans sur le manque de moyens sont entrés en grève reconductible pour dénoncer la dégradation insupportable de leurs conditions de travail qui ne peut que retentir sur la prise en charge des patients,

le Sud Ardennes n'est pas non plus épargné avec une menace qui pèse depuis cet été sur le service des urgences et le SMUR de Vouziers, indispensable dans cette zone rurale étendue.

Sauf à aller vers une catastrophe sanitaire, une transformation du service public de santé est nécessaire pour l'adapter aux besoins de la société actuelle, mais pas celle que nous prépare la ministre de la Santé. Cela ne peut se faire à moyens constants et doit se traduire dans la loi de financement de la Sécurité Sociale de 2020 (PLFSS).

L'argent existe ! Entre 2017 et 2019 le patrimoine des 500 familles les plus riches de France a augmenté de 130 milliards d'euros soit de 22 %. Alors on peut augmenter dans les mêmes proportions l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie du PLFSS 2020 !

Ceci permettrait :

- l'arrêt de toutes les fermetures de services et suppressions de lits programmées ;
- la réouverture de services et de lits déjà fermés,
- des créations de postes de personnels médicaux, paramédicaux et d'accompagnement dans les hôpitaux et les EHPAD ainsi que la revalorisation de ces métiers,

Ces mesures sont incontournables pour une réelle prise en charge sanitaire de toutes et tous quels que soient l'âge, le lieu de vie et le niveau social.

La nécessaire adaptation de notre système de santé aux besoins actuels nécessite aussi :

- un grand plan de formation de professionnels médicaux, paramédicaux et de l'aide aux personnes en perte d'autonomie ;
- des investissements conséquents dans les hôpitaux, pris en charge par le budget national.
- des créations de centres de santé, la régulation de l'installation et une meilleure répartition des professionnels sur le territoire afin de répondre aux besoins de santé des populations au quotidien et de permettre aux services d'urgence de remplir leurs missions initiales.
- des mesures pour que la fabrication et la distribution des médicaments répondent aux besoins ;
- une démocratie effective en santé pour que les avis des usagers, des professionnels et des élus soient réellement pris en compte.

Enfin l'AME (aide médicale de l'Etat) doit être maintenue sans restriction aucune.

Liste des organisations signataires :

Associations : Comité de défense des hôpitaux de proximité des Ardennes, Confédération Nationale du Logement, Ligue des Droits de l'Homme

Syndicats : FSU, Union Santé Départementale CGT

Mouvements et partis politiques : la France Insoumise (Sedan-Charleville), Génération'S, Mouvement de la Jeunesse Communiste, Parti Communiste Français, Parti Socialiste.